

Le 18 avril 2023

Objet : Mise au point sur un reportage de *La semaine verte* diffusé le 15 avril dernier

Madame, Monsieur,

Cette fin de semaine, La semaine verte a diffusé de nouveau un reportage portant sur le Bti et celui-ci fait suite à celui réalisé en 2020. Nous comprenons qu'un tel reportage peut créer certaines inquiétudes et engendrer certains questionnements chez vos concitoyens. Ainsi, nous souhaitons apporter quelques précisions au sujet de ce reportage, en plus de réitérer les points importants concernant le mandat que nous avons avec votre municipalité.

Tout d'abord, nous tenons à préciser que l'ensemble des publications scientifiques survolées dans le reportage sont très bien connues par notre équipe scientifique et qu'elles font partie de notre bibliographie de référence disponible au :

<https://www.gdg.ca/wp-content/uploads/2023/04/Document-informatif-Bti.pdf>

Ce second reportage traitait principalement d'un document de travail datant de 2020 provenant du ministère MFFP (à l'époque) et qui a été récemment obtenu par le journaliste. Une nouvelle revue de littérature sur le sujet serait en construction et sur le point d'être rendue publique. Bien entendu, comme l'outil est toujours à l'état de *document de travail*, il nous apparaît bien peu professionnel de le commenter à ce moment-ci.

La position exprimée dans ce deuxième reportage, aux nombreux raccourcis tendancieux, met en lumière des positions contre le Bti, qui ne reflètent pas la réalité d'ici, européenne, ou le consensus scientifique mondial sur le sujet. Il existe une vaste littérature scientifique, dont de très récents travaux qui traitent des impacts directs et indirects que peut occasionner le Bti, et ce, selon les différentes conditions d'utilisation. En ce sens, il est important de distinguer les objectifs des différentes études, en laboratoire et sur le terrain, afin de saisir le consensus scientifique sur le sujet. Mentionner que le Bti fait diminuer la population de chironomes en milieu aquatique, sans évoquer les conditions, revient à participer à la désinformation sur le sujet.

D'ailleurs, nous nous demandons pourquoi avoir donné la parole aux mêmes chercheurs connus pour leur position contre le Bti, dont l'un d'eux avait dû produire des correctifs officiels (*corrigendum*) après sa publication de résultats contestés par des pairs. Pourquoi le Dr Jacques Boisvert de l'UQTR, qui a pourtant consacré sa carrière à étudier le Bti et ses effets sur l'environnement au Québec, n'a jamais été contacté par l'équipe de production de Radio-Canada pour donner son avis? Notons que son groupe de recherche a produit le document « *Le Bacillus thuringiensis israelensis et le contrôle des insectes piqueurs au Québec* » disponible au :

<https://www.environnement.gouv.qc.ca/pesticides/virus-nil/bti/>

AU SUJET DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Selon le reportage, le principe de précaution invoqué par le MFFP en 2019 ferait toujours l'objet de débats. Il faut savoir que l'encadrement réglementaire strict des différentes instances gouvernementales au Québec, dont la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE), les processus d'autorisation ministérielle et d'avis fauniques pour chacun des programmes, constitue une mise en œuvre du principe de précaution. Par cet encadrement, les objectifs de protection des habitats et le maintien de la biodiversité sont déjà pris en considération avec toutes les précautions s'y rattachant. *GDG Environnement* a toujours su travailler en conformité avec les orientations et directives édictées. Les mesures de mitigation importantes mises en place assurent un minimum d'impact et cela rejoint profondément les convictions et valeurs du groupe d'experts chez GDG.

Rappelons en ce sens que le pourcentage d'un territoire municipal qui fait l'objet de traitement ne représente qu'en moyenne seulement 1 à 2 % de l'ensemble de la municipalité. Les travaux n'ont lieu que s'il y a une forte présence de larves et soulignons que les dosages utilisés par GDG n'affectent pas les autres espèces dont les chironomes réputés sensibles.

À la lumière de tous les travaux réalisés à ce jour, le Bti, tout comme le Btk, sont des outils biologiques formidables qui remplacent une bonne partie des pesticides chimiques nocifs. Il est important de rappeler qu'au-delà du contrôle des populations d'insectes piqueurs, le Bti est ***une solution qui impacte positivement la qualité de vie de vos concitoyens, les familles, en leur permettant de pratiquer des activités physiques extérieures en toute quiétude et en toute sécurité, tout en permettant de prémunir les citoyens de potentielles allergies et maladies pouvant être transportées par les moustiques, comme le Virus du Nil occidental, bien présent chez nous.***

CAMPAGNE DE DÉSINFORMATION

Au Québec, contrairement à bien d'autres provinces et d'autres pays, nous avons la chance d'avoir des programmes qui reposent exclusivement sur l'utilisation de larvicides biologiques. Les « ministères de l'Environnement » des autres pays, dont ceux d'Europe, ont bien pris connaissance des dernières études sur le sujet et ont tous réitéré leur confiance en la solution biologique. S'attaquer à un produit ou à des pratiques biologiques comme le Bti avec autant d'acharnement, sans fondement scientifique valable, est incompréhensible et devrait tous nous amener à se poser de sérieuses questions. Le danger de la fausse information réside en sa capacité à nous faire dévier des priorités environnementales pourtant nombreuses et urgentes.

Ainsi, il est normal et plus que souhaitable de soulever des questionnements, mais il arrive un moment où le consensus scientifique doit être entendu et écouté.

Collectivement, nous sommes tous de plus en plus sensibles à l'atteinte d'un meilleur équilibre entre les actions de l'Homme et la préservation de son environnement. Dans le courant d'information auquel nous sommes confrontés chaque jour, il importe de ne pas faire de raccourci. Il est possible de concilier ENVIRONNEMENT et QUALITÉ DE VIE lorsque nos actions reposent sur les bons choix.

Tout de même, nous souhaitons qu'un tel reportage suscitera l'intérêt de nouveaux groupes de recherche à étudier les impacts potentiels du Bti au Québec. Par ailleurs, *GDG Environnement* a toujours offert, et continuera d'offrir, son entière collaboration à travailler de concert avec les chercheurs et à fournir les données nécessaires inventoriées depuis plus de 40 ans de pratique.

Soyez assurés que nous demeurons disponibles pour répondre à vos questions.

L'équipe scientifique de G.D.G. Environnement.